

Bosnie : les grands enjeux d'un petit Etat

Trouver un successeur à Paddy Ashdown : les principaux acteurs de la communauté internationale sont en train de faire leur choix. Un choix qui pourrait avoir de grandes conséquences, tant pour la Bosnie que pour l'Union européenne, eu égard à la mainmise qu'ont les Etats-Unis sur le pays par OTAN interposée.

Le prochain Haut représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine devrait être désigné cet automne, avant d'entrer en fonction le 29 décembre. D'ici là, Paddy Ashdown, l'actuel Haut représentant, se sera efforcé de conduire, souvent à marche forcée, la très emblématique réforme de la défense, chapeautée par l'OTAN. Le texte de loi a été adopté le 30 août au parlement de Republika Srpska, à Banja Luka. Texte imposé aux forceps : il aura fallu, pour convaincre les parlementaires serbes, que Paddy Ashdown, en juillet dernier, menace Dragan Kalinic, le président du SDS, le principal parti nationaliste serbe, de le dissoudre s'il n'acceptait pas d'entériner la réforme de la défense.

Cette réforme de l'armée, lancée en mai 2003 par l'Américain Robert Beecroft, consacre l'ascendant pris par les Etats-Unis sur la Bosnie. Il s'agit de créer une armée professionnelle regroupant Bosniaques, Croates et Serbes (Bosniens) et de centraliser la défense dans le but de stabiliser et de pérenniser l'Etat. Cette réforme est surtout l'une des principales conditions préalables à l'adhésion de la Bosnie au Partenariat pour la paix – antichambre de l'OTAN – avant d'intégrer l'Organisation atlantique.

Or, en décembre 2004, lors de la passation de pouvoir de l'OTAN à l'EUFOR, les Américains ont fait en sorte de garder la haute main sur cette réforme, au travers de la Defence Reform Commission (DRC), co-présidée par Raffi Gregorian, membre du Département d'Etat américain nommé par l'OTAN. Au point de « *se demander, ironise un conseiller politique international, si les Américains prendront la peine de retirer les écussons US Army des uniformes* » de la future armée bosnienne. Une attitude qui, en tout cas, « *est restée en travers de la gorge de pas mal de chancelleries européennes* ».

C'est d'autant plus le cas que, comme le relève un conseiller politique de l'EUFOR, « *l'Europe de la défense est née dans les Balkans* », à la suite de son « *échec patent* » lors de la guerre d'ex-Yougoslavie. Et « *l'OTAN essaye de contrôler cette politique de défense* ». La Bosnie est donc « *un lieu de tension* » entre UE et OTAN, en particulier dans « *le partage de leurs domaines d'activité* » respectifs. D'où l'importance du rôle tenu par le Haut représentant : ses attributions exécutives, son pouvoir discrétionnaire en font le véritable chef

du pays. Lui-même est responsable devant le Peace Implementation Council, mis en place par les accords de Dayton. Cet organe décisionnel est composé de onze membres (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Japon, Italie, Canada, présidence de l'Union européenne, Commission européenne et Organisation de la conférence islamique représentée par la Turquie) – mais « *comme il est de coutume dans les relations internationales*, poursuit le conseiller de l'EUFOR, *ce sont les Etats-Unis qui ont le plus de poids* » en son sein. Et qui ont les meilleures chances d'imposer le candidat de leur choix au poste de Haut représentant. A cet égard, Paddy Ashdown, dès son arrivée, s'est fait surnommer « Pantsdown » par les Serbes, en guise d'hommage à son ardent américanisme...

C'est pourtant l'Union européenne qui contribue le plus au budget du OHR, le Bureau du Haut représentant, à hauteur de 53 %, alors que les Etats-Unis n'y contribuent qu'à 22 %. La logique voudrait que qui paye, décide. Par ailleurs, réformer l'armée bosnienne pour lui faire intégrer l'OTAN, en vue de prendre part à d'éventuelles opérations militaires, n'est pas le meilleur moyen d'apaiser les vellétés belliqueuses dans un pays où « *les rancoeurs sont toujours à fleur de peau* ». Le 16 avril dernier, de jeunes conscrits serbes ont refusé de prêter serment au drapeau bosnien ; le genre d'incident qui « *révèle un sentiment profond*, admet le conseiller de l'EUFOR. *L'impact de la communauté internationale depuis dix ans, malgré son argent, ses moyens, reste limité. On ne peut changer le cœur des gens* ». Dans ces conditions, il paraît assez incongru de venir chanter les louanges de l'OTAN et de la Global War On Terror au parlement de Republika Srpska, comme l'a fait un général américain en uniforme de campagne (sic) le 30 août dernier, alors qu'il y a treize ans les Serbes ont fait la guerre aux Bosniaques pour s'opposer, entre autres, à l'importance de l'islam dans la région. L'empressement des Etats-Unis à voir la B-H se rapprocher de l'OTAN a pu aller, également, jusqu'à l'envoi d'une unité bosnienne de déminage et de destruction d'explosifs en Irak, alors qu'il reste une centaine de milliers de tonnes d'explosifs à détruire en Bosnie et qu'il faudra des décennies avant que le pays soit entièrement déminé.

Il eut été plus opportun, par exemple, de confier la réforme de l'armée bosnienne aux Allemands ou aux Autrichiens, dont les systèmes de défense sont parmi les plus démocratiques et les plus transparents du monde. De plus l'Allemagne et l'Autriche sont massivement présentes dans l'économie locale (notamment la banque et le bâtiment). De nombreux Bosniens sont germanophones, et le souvenir de l'occupation autrichienne n'est pas trop mal vécu aujourd'hui, que ce soit parmi les Bosniaques, les Croates ou les Serbes. Quoiqu'il en soit, la nomination d'un Haut représentant qui ne soit pas atlantiste serait l'occasion pour les Européens de reprendre un peu du terrain laissé aux Américains, et de gérer les choses de manière moins... cavalière.

Alexandre Rougé